



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Personne publique :

Groupement de commandes

**Chambre de commerce et d'Industrie de
Vaucluse (CCI)**

Quai des Saveurs (QDS)

Académie Vaucluse Provence Industries (AVPI)

<h2>MARCHÉ DE MAINTENANCE-EXPLOITATION DES BÂTIMENTS</h2>
--

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du
Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC N° 2025-110-004

SOMMAIRE

1	OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	5
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.2	INTERVENANTS	5
1.2.1	Représentant de l'acheteur public	5
1.2.2	Représentant du titulaire	6
1.3	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES – REGLES SPECIFIQUES EN CAS DE COTRAITANCE	6
1.4	DECOMPOSITION DU OU DES MARCHES	7
1.4.1	Allotissement	7
1.4.2	Tranches.....	7
1.5	SOUS-TRAITANCE ET DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS	7
1.6	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	8
1.7	RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES.....	9
1.8	NOTIFICATIONS A L'ATTENTION DU TITULAIRE ET MODALITES DE TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE	9
1.9	MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
2	PIECES CONTRACTUELLES	10
3	DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	11
3.1	DUREE DU (DES) MARCHÉ(S)	11
3.2	RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	11
3.3	DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	11
3.4	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	12
4	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
4.1	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION APPLICABLES:.....	13
4.1.1	Informations relatives aux installations et équipement objet du marché:.....	13
4.1.2	Maintenance des installations et équipements objet du marché :	13
4.1.3	Conformité des prestations :	14
4.1.4	Objectifs et contraintes pesant sur le Titulaire :	14
4.1.5	Obligations :	15
4.2	CONDITIONS D'EXECUTION SPECIFIQUES:	15
4.3	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	15
5	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	16
5.1	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
5.2	OPERATIONS DE VERIFICATION	16
5.3	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	16
5.4	ACHEVEMENT DE LA PRESTATION	16
5.5	INTERFACES AVEC D'AUTRES PRESTATAIRES :	17

6	MAINTENANCE ET GARANTIE DES PRESTATIONS OU DES FOURNITURES LIVREES.....	17
6.1	MAINTENANCE	17
6.2	GARANTIE DE REMPLACEMENT ET DE REMISE EN ETAT.....	17
6.3	AUTRE(S) GARANTIE(S) CONTRACTUELLE(S)	17
7	PRIX.....	18
7.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX	18
7.2	CONTENU DES PRIX	18
7.3	MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	19
7.3.1	Détermination du mois M0	19
7.3.2	Périodicité de la révision	19
7.3.3	Formule(s) et indice(s) de révision	19
7.3.4	Mise en œuvre de la révision des prix.....	20
8	GARANTIES FINANCIERES	21
9	AVANCE.....	21
9.1	REGIME APPLICABLE ET GENERALITES	21
9.2	CONDITIONS DE VERSEMENT	21
9.3	REFUS DE L'AVANCE	22
9.4	MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE	22
9.5	DROIT A L'AVANCE POUR LES SOUS-TRAITANTS	23
9.6	GARANTIE FINANCIERE DE L'AVANCE	23
10	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	23
10.1	ACOMPTES, SOLDES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	23
10.2	MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	23
10.2.1	Dématérialisation des factures	23
10.2.2	Présentation et contenu des demandes de paiement.....	24
10.3	PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	26
10.3.1	Modalités de paiement des cotraitants.....	26
10.3.2	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	26
10.4	DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT	27
10.5	INTERRUPTION DES DELAIS DE PAIEMENT	27
11	PENALITES ET PRIMES.....	28
11.1	PENALITES CONTRACTUELLES	28
11.1.1	Principe de mise en œuvre et de recouvrement.....	28
11.1.2	Montant et modalités d'application des pénalités	29
11.2	PRIME(S) CONTRACTUELLE(S)	31
12	UTILISATION DES RESULTATS	31
13	ASSURANCES — RESPONSABILITE DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS – APPEL EN GARANTIE	31
13.1	ASSURANCES NECESSAIRES POUR L'EXECUTION DU MARCHE	32

13.1.1	Assurance responsabilité civile professionnelle	32
13.1.2	Assurance décennale :.....	32
13.1.3	Autre(s) police(s) d'assurance particulière(s) liée à l'objet du marché	32
13.1.4	Justificatifs de polices d'assurances	32
13.2	ACTION EN RESPONSABILITE QUASI-DELICTUELLE ET APPEL EN GARANTIE ...	33
14	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	33
15	DROIT ET LANGUE	33
16	MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSES DE REEXAMEN	33
16.1	CHAMP D'APPLICATION :.....	34
16.2	NATURE DES MODIFICATIONS ENVISAGEES :	34
16.3	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE :	34
17	REGLEMENT DES LITIGES	35
18	RESILIATION DU MARCHE	35
19	DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG-FCS).....	35

1 OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de livraison de fournitures et de prestations de services porte sur des prestations de maintenance technique des équipements de chauffage, de ventilation et de climatisation de différents bâtiments du groupement.

Description succincte de l'objet et périmètre du marché : Les prestations de maintenance technique susvisées les sites sélectionnés et à leur destination :

- Siège Social : 46 cours Jean Jaurès, 84000 Avignon
- Restaurant Quai des saveurs : 40 boulevard Saint Roch, 84000 Avignon
- Académie Vaucluse Provence : Allée des Fenaisons, 84000 Avignon
- Port du Pontet : Zone Portuaire - Chemin de la Péniche, 84130 Le Pontet
- Académie Vaucluse Provence Industries : 60 Chemin de Fontanille, 84140 Avignon
- Académie Vaucluse Provence Industries Pertuis : 35 Rue de la Dévalade, 84120 Pertuis

Les prestations de maintenance technique susvisées sont Les prestations de maintenance technique dites de type P2 et de type P3 (maintenance préventive, petite maintenance curative et maintenance curative nécessitant le remplacement de gros équipements).

Réalisation de prestations similaires (acquisition de nouveaux bâtiments):

Les prestations, objet du présent marché, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires sur des bâtiments à acquérir, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122- 7 du code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront les suivantes :

- Les conditions d'exécution du nouveau marché seront identiques à celles du présent marché ;
- Le montant des prestations similaires ne pourra excéder le montant maximum relatifs aux prestations ponctuelles, déterminant le seuil de publicité et de mise en concurrence de la procédure applicable au marché initial ;

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la date de notification du présent marché initial.

1.2 INTERVENANTS

1.2.1 Représentant de l'acheteur public

Dans le cadre de ce marché, la CCI de Vaucluse, agissant en tant que pouvoir adjudicateur, est désigné dans le présent CCAP sous le nom de « acheteur public ». Elle représente le groupement. Dès la notification du marché, l'acheteur public désigne une ou plusieurs

personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur public en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur public.

Le titulaire lui/leur remettra les pièces concrétisant l'exécution des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde, dans le respect des conditions fixées au présent CCAP.

1.2.2 Représentant du titulaire

Les caractéristiques du titulaire désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé « cocontractant ».

Le titulaire ou l'ensemble des cotraitants en cas de groupement est tenu de notifier sans délai à l'acheteur public les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.3 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES – REGLES SPECIFIQUES EN CAS DE COTRAITANCE

En cas de cotraitance, le rôle du mandataire est le suivant :

- Il représente les différents membres du groupement vis à vis de l'acheteur public :
 - À ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions décrites dans les différentes pièces contractuelles, éventuellement modifiées par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant ;
 - À ce titre également toute notification, tout courrier ou courriel à destination du groupement ou l'un de ses membres peut valablement lui être adressé,
 - De la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par l'acheteur public dès lors que celles-ci concernent l'exécution du marché (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.) ;
- Il assure la coordination entre les membres du groupement. Il assure la solidarité pour l'exécution des prestations des membres défaillants du groupement conjoint.

1.4 DECOMPOSITION DU OU DES MARCHES

1.4.1 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

1.4.2 Tranches

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranches.

1.5 SOUS-TRAITANCE ET DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-1 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance des prestations est seulement possible en marché de travaux, marchés de services et marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose et d'installation.

Dans le respect de ces conditions, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur public et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

A l'appui de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire transmet à l'acheteur public les documents attestant des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant à réaliser les prestations qu'il est prévu de sous-traiter, ainsi que les documents prévus à l'article D.8222-5 du code du travail (articles D.8222-7 à D.8222-8 si le sous-traitant est établi à l'étranger).

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R. 2193-1 à R. 2193-10 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Les prestations détaillées, leur montant et les prix forfaitaires ou unitaires concernés par la sous-traitance.

A l'appui de sa demande de sous-traitance, le titulaire doit communiquer toutes les polices d'assurances du sous-traitant envisagé, telle que définies à l'article 13.1 du présent CCAP.

Les dispositions de l'article R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables. Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de réglementation du droit du travail. Il devra ainsi s'assurer que ses entreprises sous-traitantes respectent les obligations réglementaires.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les marchés de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur public lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 5

jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas le ou les marché(s) de sous-traitance demandé(s), encourt (encourent) la pénalité fixée au présent CCAP.

En toutes hypothèses, il est formellement interdit au Titulaire de faire intervenir un sous-traitant, dans le cadre du présent marché, sans l'avoir préalablement déclaré et fait agréer ses conditions de paiement par l'acheteur public. Le non-respect de cette obligation engagerait la responsabilité pleine et exclusive du Titulaire.

Afin de permettre à l'acheteur public de suivre ses engagements financiers, il appartiendra au Titulaire de communiquer à chaque début d'année (et au plus tard le 31 janvier de chaque année) le montant prévisionnel de prestations qu'il entend sous-traiter au titre du marché.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant de l'acheteur public n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire procède tous les six mois aux vérifications prévues par les articles L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du code du travail. En outre, pour les sous-traitants établis à l'étranger, le titulaire vérifie :

- Que les salariés détachés par cette entreprise sont bien autorisés à travailler en France, (article L.5221-8 et L.8251-1 du code du travail) ;
- Que l'entreprise a procédé à une déclaration préalable de détachement temporaire auprès de l'inspection du travail ;
- Que l'entreprise a procédé à la déclaration d'hébergement collectif auprès de la préfecture (Loi n°73-548 du 27 juin 1973).

Sur demande écrite de l'acheteur public, le titulaire justifie sous dix jours ouvrés de la régularité de la situation fiscale et sociale de ses sous-traitants et des sous-traitants de ceux-ci. Le défaut de justification entraîne la suspension du délai de mandatement des acomptes.

NOTA 1 : Si la déclaration de sous-traitance ne comporte pas de mention relative à la révision des prix et à la formule applicable pour réaliser cette variation, les prix sous-traités sont considérés comme fermes (non actualisables et non révisables).

NOTA 2 : Selon la complexité des prestations de maintenance qui seront sous-traitées, les certificats de qualification professionnelle, tels que définis à l'article 4.1.1 paragraphe 3 du règlement de consultation, et exigés pour le candidat, seront également requis pour le sous-traitant ; à savoir :

- QUALIBAT 5262 - Maintenance d'installation de chauffage avec chaudière dans tout type de bâtiment supérieur à 1.000 m2 ;
- QUALIBAT 5264 - Maintenance d'installation de pompe à chaleur et groupe froid dans tout type de bâtiment supérieur à 1.000 m2

1.6 SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de sauvegarde judiciaire, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur public par le titulaire du marché. Il en est de même pour tout

jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur public adresse à l'administrateur (en cas de sauvegarde ou redressement judiciaire) ou au liquidateur (en cas de liquidation judiciaire) une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627- 2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

1.7 RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail devront être produites par le titulaire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de groupement, le mandataire est responsable de la production de ces documents par ses cotraitants et pour les sous- traités dont les conditions de paiement ont été agréées.

1.8 NOTIFICATIONS A L'ATTENTION DU TITULAIRE ET MODALITES DE TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE

En complément des dispositions prévues aux articles 3.1, 3.7 et 3.8 du CCAG-FCS, la notification des décisions ou informations de l'acheteur public qui font courir un délai est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges sur supports électroniques (profil acheteur ou par envoi d'un courriel via système de messagerie électronique) avec accusé de réception adressé par le titulaire (à l'adresse courriel du titulaire, indiquée à l'Acte d'engagement et à toutes adresses souhaitées mentionnées durant l'exécution du marché). Par dérogation aux dispositions de l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, en l'absence d'accusé de réception dans un délai de 3 jours ouvrés après envoi, le bon de commande ou l'ordre de service sera jugé notifié à l'issue de ce délai (date d'envoi + 3 jours ouvrés) ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La notification en courrier recommandé avec accusé de réception peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'Acte d'Engagement ou, à défaut, à son siège social, sauf si des documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'acheteur public dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception. Qu'il ait fait ou non des réserves, le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

1.9 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Depuis le 25 mai 2018, il est fait application du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD). Le terme sous-traitant indiqué ci-après du marché désigne, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, le titulaire du marché conclu avec l'acheteur public.

Ainsi, en complément des dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le sous-traitant s'engage à :

- S'il doit traiter des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché, traiter ces données uniquement dans un objectif de bonne réalisation des prestations et dans les conditions définies, le cas échéant, au cahier des charges ;
- Garantir la confidentialité de ces potentielles données à caractère personnel traités dans le cadre du présent marché ;
- Prendre, si nécessaire, toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces potentielles données et respecter les règles relatives à leur protection énoncées par le Règlement susnommé. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur les mesures de sécurité technique et organisationnelles mises en place ;
- Prévenir, le cas échéant, l'acheteur public en cours d'exécution du marché de tout fait nouveau relatif au traitement des données ou des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Dans le cas de traitement non envisagé au cahier des charges de données à caractère personnel ou de modification des modalités de traitement envisagées de ces données en cours d'exécution, le titulaire s'engage à en informer par écrit l'acheteur public et à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre la mise à jour du présent marché au regard des obligations découlant du RGPD.

2 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement** (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) pour les prestations de type P2 P3 et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ses annexes :
 - Annexe 1 : Liste des sites et adresses
 - Annexe 2 : Inventaire des équipements techniques à maintenir par site
 - Annexe 3: Gammes de maintenance
- **Le cahier des clauses administratives générales** (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au mois M₀ ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le titulaire doit sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend

mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter. Ces éléments constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur public qui pourra exiger à tout moment de la part de celui-ci, le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. Ces mêmes engagements unilatéraux ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Dans le cadre de l'exécution du marché, sont notamment considérés comme engagements unilatéraux (liste non exhaustive) :

- Le mémoire technique remis dans l'offre et les pièces qui lui sont annexées ;
- Les sous détails des prix unitaires et décompositions de prix éventuellement demandés par l'acheteur public ;
- Les éventuels échanges liés aux demandes de précisions, de régularisation et négociation réalisées dans le cadre de la consultation ;
- Les attestations d'assurance remises dans la candidature.

Bien qu'elles s'imposent dans l'exécution du marché, les lois et réglementations ne sont pas rappelées dans la présente liste constitutive du marché.

3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Rappel liminaire :

- La « durée du marché » correspond à la période durant laquelle le marché est en vigueur.
- Le « délai d'exécution » est le temps imparti au titulaire, le cas échéant scindé en différents items/étapes, pour exécuter la ou les prestations prévues au marché. Ce ou ces délais peuvent donner lieu à application de pénalités de retard.

3.1 DUREE DU (DES) MARCHE(S)

La durée du marché est mentionnée au règlement de la consultation (Art. 3.2).

3.2 RECONDUCTION DU MARCHE

Le marché est reconductible selon les modalités indiquées dans l'acte d'engagement.

3.3 DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Les délais d'exécution/de livraison ainsi que les dates de démarrage des prestations sont les suivants :

Phase/mission/livrable	Point de départ	Délais d'exécution
Transmission des marchés de sous-traitance à l'acheteur public	Dès demande de la CCI de Vaucluse	5 jours
Renseignement du registre de sécurité	A chaque site, dès réalisation d'une action réglementaire	Immédiat
Respect des délais d'intervention	Dès réception de la demande d'intervention de la CCI de Vaucluse	4h ouvrées
Délai de diagnostic d'intervention	Dès réception de la demande d'intervention de la CCI de Vaucluse	4h
Mise en service	Dès réception de la demande de mise en service de la CCI de Vaucluse	12h
Correction d'une insuffisance ou d'un excès de température	Dès le constat : - sur enregistrement de température - contrôle de température contradictoire avec la CCI de Vaucluse	2h
Remise du compte rendu annuel d'exploitation	Avant le 15 janvier de chaque année	Immédiat

3.4 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'acheteur public dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Il est rappelé que le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations pour pouvoir bénéficier de cette prolongation.

En complément des situations énoncées à l'article 13.3 du CCAG-FCS, permettant de prolonger les délais du marché, est ajoutée : l'impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations / la livraison de fournitures en respectant les délais prévus par le marché, du fait de circonstances imprévues. Tous moyens peuvent être présentés par le titulaire pour justifier d'une telle impossibilité. L'importance de la prolongation ou du report est proposée par l'acheteur public après demande du titulaire, et décidée par le représentant de l'acheteur public qui la notifie au titulaire par ordre de service de prolongation des délais.

4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION APPLICABLES

4.1.1 Informations relatives aux installations et équipement objet du marché

L'exécution des prestations aura lieu dans les bâtiments visés à l'article 1 du présent CCAP.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement les installations et équipements pris en charge par lui. En conséquence, il renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de tout autre motif.

En complément des dispositions prévues à l'article 5.1 du CCAG-FCS, les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'acheteur public ;
- l'acheteur public prendra les dispositions nécessaires pour :
 - informer, dès l'origine, tous les intervenants concourants à la satisfaction du besoin de l'acheteur, de l'existence du présent marché ;
 - mettre à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

4.1.2 Maintenance des installations et équipements objet du marché

Cette mission regroupe les actions d'entretien, de maintenance et renouvellement de matériels nécessaires pour garantir les obligations de résultat liées à l'exploitation du site ; lesquelles se ventilent comme suit :

4.1.2.1 Maintenance préventive et conditionnelle (Prestations P2) :

Le Titulaire assurera l'ensemble des prestations de maintenance, réglages des divers équipements et les visites des installations seront au minimum conformes aux prescriptions décrites dans les CCTP. La maintenance préventive sera chiffrée dans le chapitre P2 de chacun des articles du « tableau décomposition du prix global et forfaitaire » (*D.P.G.F.*).

4.1.2.2 Petite maintenance corrective (Prestations P2) :

Le titulaire assurera l'ensemble des interventions de dépannage, réparation et remplacement de matériel défectueux (usés ou en panne), conformément aux prescriptions décrites dans les CCTP. La petite maintenance corrective sera chiffrée dans le chapitre P2 de chacun des articles du tableau « décompte du prix global et forfaitaire » (*D.P.G.F.*).

4.1.2.3 Assistance technique (Prestations P2) :

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire a pour obligation :

- D'informer le représentant technique de la CCI de Vaucluse de tous les incidents ou risques potentiels d'incidents risquant d'entraîner une dégradation du service ou un danger pour les biens ou les personnes.
- D'assister le représentant technique de la CCI de Vaucluse lors des visites de contrôle réglementaire en mettant à sa disposition le personnel compétent et les appareils de mesure (ou autres) nécessaires.
- D'assurer les essais périodiques des installations.

4.1.3 Conformité des prestations

Les prestations et fournitures devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur au mois M_0).

Le titulaire est responsable de la conformité technique des installations et équipements pris en charge avec les réglementations en vigueur. Il aura en outre l'obligation d'informer la CCI de toute nouvelle disposition d'ordre réglementaire susceptible d'impacter ses prestations.

Le titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée du marché, des pièces et produits permettant d'assurer la compatibilité, l'interopérabilité et la filiation techniques desdits articles avec les équipements en place, objet du marché.

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures et la gestion des déchets éventuels seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

4.1.4 Objectifs et contraintes pesant sur le Titulaire

4.1.4.1 Définition des objectifs et des contraintes de résultats :

Le titulaire est responsable de l'exploitation et de la maintenance des installations qui lui sont confiées.

Ses objectifs en matière de résultat doivent être en permanence :

- Garantir la disponibilité des installations
- Assurer le fonctionnement des installations et leurs performances telles que définies dans les CCTP ou dans les notices d'entretien des constructeurs, et ceci au meilleur coût.
- Garantir la meilleure durabilité des équipements.
- Garantir le confort de l'accueil des usagers.
- Garantir un niveau optimal de performance énergétique

Les résultats (et par suite la qualité de la maintenance et de la conduite des installations) sont évalués par :

- Les délais d'intervention du personnel du titulaire pour le diagnostic et le dépannage des matériels défectueux et ensuite la durée de réparation définitive.
- Le nombre de pannes et de dysfonctionnements
- L'état du matériel actuel constaté dans l'inventaire
- Le respect des températures et paramètres de consigne
- La mesure des consommations annuelles d'énergie

- Le nombre et l'importance des plaintes justifiées des utilisateurs

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Sont exclus, sous bénéfice de preuves apportées par le titulaire, les dommages dus :

- à la non-observation par un tiers ou par un représentant de la CCI du règlement intérieur de l'établissement,
- à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Le Titulaire prend à sa charge les risques de toute nature, et notamment ceux de responsabilité civile (accident, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux,) découlant du marché et s'assurera en conséquence.

Dans le cas où le Titulaire constaterait des modifications techniques apportées par la CCI de Vaucluse, le titulaire formulera par écrit ses observations ou réserves éventuelles sur les changements, dans un délai de 15 jours suivant la date de leur exécution, faute de quoi il est censé les avoir acceptées dans le cadre du présent marché.

4.1.5 Obligations

Le Titulaire fournira le personnel et le matériel nécessaire aux prestations de maintenance, quels qu'ils soient et que la cause de détérioration soit accidentelle ou due à l'usure normale. Ces prestations devront être réalisées de façon à ce que les installations soient en bon état de fonctionnement et en parfaite conservation pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire est tenu de procéder aux maintenance préventive et curative ainsi qu'à la mise en route des installations, dans les délais fixés par les CCTP. Il ne saurait en particulier, se prévaloir d'un retard quelconque, dans la livraison ou l'installation d'un matériel pour échapper aux pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

4.2 CONDITIONS D'EXECUTION SPECIFIQUES

Les conditions d'exécution spécifiques sont détaillées dans le CCTP.

4.3 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Le titulaire devra se tenir informé des obligations et des préconisations édictées par le ministère du Travail s'appliquant à sa profession, notamment dans le cadre du protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à une éventuelle épidémie.

Tout au long de la procédure de passation et tout au long de l'exécution du marché, les recommandations/obligations sont susceptibles d'être complétées ou ajustées en fonction de l'évolution des connaissances et des mesures gouvernementales. Le titulaire consultera régulièrement le site <https://travail-emploi.gouv.fr> pour se tenir informé de leur actualisation.

5 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

5.1 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS, la réalisation des prestations fait l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives ayant pour objet de permettre à l'acheteur public de contrôler que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

5.2 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les modalités de contrôle de la qualité de la prestation sont définies dans les CCTP et complètent les dispositions des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Ces opérations de vérifications seront réalisées de la même façon pour les prestations de petite maintenance préventive.

L'acheteur public pourra en outre effectuer tous autres contrôles de son choix, semestriels ou aléatoires.

5.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur public prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Cependant, par dérogation aux articles 28.2, alinéa 2 et 30.1 du CCAG-FCS, il n'y a pas d'admission tacite des fournitures et/ou des services par l'acheteur public à l'expiration du délai de vérification.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'acheteur public dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des prestations modifiées ou des fournitures livrées, du même délai que celui indiqué ci-dessus, sauf indication contraire dans la décision de rejet ou d'ajournement.

Le titulaire est informé que toute livraison de pièces ou produits non-conforme sera rejetée dans sa totalité.

5.4 ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

Toute prestation de maintenance (qu'elle soit préventive ou curative) donnera lieu à :

- L'établissement d'un rapport d'intervention, daté et signé par le titulaire (rapport qui sera

fourni lors de l'envoi des attachements mensuels dans les délais mentionnés au CCTP) précisant la nature des prestations effectuées et les pièces éventuellement remplacées, ainsi qu'à

- La mise à jour, **au fil de l'eau**, du registre technique (demeurant sur site) de l'installation ou de l'équipement concerné.

5.5 INTERFACES AVEC D'AUTRES PRESTATAIRES

Si des travaux ou des prestations (confiés par l'acheteur public à une entreprise tierce au titre d'un autre marché) sont susceptibles d'impacter les bâtiments ou les équipements objet du présent marché, l'acheteur public en informera le Titulaire et le conviera par écrit à participer aux opérations de réception. Il appartiendra alors au Titulaire de déléguer un représentant habilité pour y participer. Le représentant du titulaire signera également le procès-verbal de réception dont un exemplaire lui sera remis le jour même.

A défaut d'envoyer un représentant habilité à ces opérations de réception, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune exonération de responsabilité en cas de dysfonctionnement ou d'incident survenant aux équipements concernés et pris en charge par le Titulaire au titre des prestations de maintenance.

6 MAINTENANCE ET GARANTIE DES PRESTATIONS OU DES FOURNITURES LIVREES

6.1 MAINTENANCE

Le titulaire doit maintenir les prestations réalisées et les pièces fournies dans le cadre de l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG-FCS.

6.2 GARANTIE DE REMPLACEMENT ET DE REMISE EN ETAT

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

6.3 AUTRE(S) GARANTIE(S) CONTRACTUELLE(S)

Si, dans le cadre de l'exécution des prestations de petite maintenance curative, les pièces ou produits remplacés font l'objet d'une garantie-fabricant supérieure à un an, le titulaire s'engage à en transférer le bénéfice au pouvoir adjudicateur. A cet égard, il renseignera dans le rapport d'intervention le nom du fabricant, le libellé de la pièce remplacée ainsi que le délai de garantie affecté à ladite pièce.

7 PRIX

7.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prestations P2 et P3 sont facturées indépendamment par trimestre et par site à terme échu, pour un montant égal à un quart (1/4) du forfait actualisé au 1er juin.

Les 4 factures définitives seront présentées les derniers jours des mois de août, novembre, février et mai. La première facturation interviendra à l'issue du mois suivant la mise en application du marché.

Un délai d'un mois à compter du jour de facturation est fourni au TITULAIRE pour l'envoi des factures. Une pénalité sera appliquée par jour de retard et par site. Les prestations objet du marché seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix révisables sont établis pour tenir compte de la définition des prestations indiquées au CCTP, ainsi que de la période d'exécution du présent marché. Ils sont établis hors TVA.

Les prix indiqués ne peuvent donner lieu à aucun supplément pour quelque cause que ce soit, sauf stipulation contractuelle contraire.

7.2 CONTENU DES PRIX

Outre les prescriptions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix tiennent compte des dépenses énumérées, ci-après, à titre indicatif et non limitatif :

- Frais d'achat ou de location de matériels, équipements, véhicules, consommables de toutes sortes nécessaires à l'exécution des prestations, etc. ;
- Droits de brevets ;
- Frais de transport et de dédouanement ;
- Frais d'hébergement,
- Frais d'assurances diverses ;
- Frais de main d'œuvre, paniers, déplacements, y compris paiement d'heures supplémentaires ;
- Frais d'outillage et d'entretien ;
- Toutes charges ou contributions sociales, fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations au moment d'exécution ;
- Les frais de formation énoncés au CCTP ;
- Les frais de participation à toutes les réunions énoncées au CCTP ;
- Toutes les mesures particulières et les contraintes présentes et à venir devant être mises en place durant l'exécution du marché relatives à une éventuelle crise sanitaire et concernant la sécurité des travailleurs.
- Toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations, à l'exception des sujétions expressément mentionnées dans les pièces contractuelles comme n'étant pas couvertes par les prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par

l'acheteur, sauf stipulation contractuelle contraire. Ils comportent ainsi, sans aucune réserve, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

7.3 MODALITES DE REVISION DES PRIX

7.3.1 Détermination du mois M0

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a remis son offre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

7.3.2 Périodicité de la révision

Les prix sont fermes sur la première période du marché définie à l'acte d'engagement.

La révision des prix doit être effectuée par le titulaire durant toute la durée du marché.

7.3.3 Formule(s) et indice(s) de révision

7.3.3.1 Prix Entretien et Maintenance (P2)

Prix global et forfaitaire annuel pour l'ensemble des prestations de services et fournitures, telles que décrites dans les C.C.T.P.

$$P2 = P2o \times (0,15 + 0,70 \times (ICHTIME / ICHTIMEo) + 0,15 \times (FSD2 / FSD2o))$$

Le prix des prestations P2 est révisé au début de chaque exercice avec les paramètres définis comme suit :

- P2 : prix de règlement des prestations révisé pour l'exercice considéré,
- P2o : prix en vigueur défini à l'Acte d'Engagement
- ICHT-IME : valeur de l'indice connu du "coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques", la date effective de prise en compte de l'indice est présentée dans le document de mise au point. L'indice est publié en ligne sur le site internet du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique « Index » (en prenant en compte l'effet CICE)
- FSD2 : valeur de l'indice connu des "Frais et Services divers 2", la date effective de prise en compte de l'indice est présentée dans le document de mise au point. L'indice est publié en ligne sur le site internet du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique « Index »,
- ICHT-IMEo, FSD2o : indices en vigueur à la date de notification du marché

7.3.3.2 Prix Gros Entretien et Renouvellement (P3)

Prix global et forfaitaire annuel des prestations, travaux et fournitures au titre de la Garantie Totale des installations thermiques, telles que décrites dans le C.C.T.P.

$$P3 = P3o \times (0,15 + 0,25 \times (ICHTIME / ICHTIMEo) + 0,60 \times (BT40 / BT40o))$$

Le prix des prestations P3 est révisé au début de chaque exercice avec les paramètres définis comme suit :

- P3 : prix de règlement des prestations révisé pour l'exercice considéré,
- P3o : prix en vigueur défini à l'Acte d'Engagement,
- ICHT-IME : valeur de l'indice connu du "coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques", la date effective de prise en compte de l'indice est présentée dans le document de mise au point. L'indice est publié en ligne sur le site internet du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique « Index » (en prenant en compte l'effet CICE)
- BT40 : valeur de l'indice connue « Chauffage Central », la date effective de prise en compte de l'indice est présentée dans le document de mise au point. L'indice est publié en ligne sur le site internet du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique « Index »,
- ICHTIMEo et BT40o : indices en vigueur à la date de notification du marché

Tous les indices (P2 et P3) définis ci-dessus sont des indices connus à la date de révision et non des indices réels à cette date.

En cas d'abandon tout indice pourra être remplacé par tout autre qui s'y substituerait.

7.3.4 Mise en œuvre de la révision des prix

Dans sa mise en œuvre de la révision des prix, deux possibilités sont offertes au titulaire :

Soit il effectue la révision des prix à la date de périodicité prévue au marché : comme la valeur de l'indice de référence au mois « n » n'est pas encore connue au moment où la révision doit être effectuée, le titulaire procèdera à une révision provisoire sur la base de la valeur du dernier indice connu, puis procèdera à une révision définitive lors de la publication de la valeur finale de l'indice. Il fera alors apparaître sur sa facture suivante (potentiellement facture m+3) le delta dû par l'acheteur ou trop perçu par le titulaire entre les paiements réalisés sur la base des prix révisés provisoirement et le paiement à venir sur la base des prix révisés définitivement, afin de régulariser la situation financière des prestations réalisées ;

Soit il effectue la révision des prix à la parution de la valeur finale de l'indice (soit potentiellement à m+3 de la date d'anniversaire) : Le titulaire peut réaliser rétroactivement la révision des prix qu'une fois la valeur finale de l'indice connue, pour autant, la facture suivante devra faire apparaître le delta dû par l'acheteur ou trop perçu par le titulaire entre la date à laquelle la révision est applicable (date d'anniversaire du marché) et la date à laquelle la révision est réalisée.

Toute révision des prix doit être accompagnée d'une note de calculs justifiant les coefficients de révision.

Le titulaire devra transmettre son calcul de révision de prix à l'acheteur public pour validation avant de l'appliquer sur la première facture concernée.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses de mise en œuvre, les prix révisés sont dus à la période indiquée à l'article « périodicité de la révision et personne devant l'effectuer ».

En cas de changement d'indice consécutif durant la période d'exécution du marché, seul le

dernier coefficient de rattachement sera pris en compte dans le calcul de l'indice I.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

8 GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

9 AVANCE

9.1 REGIME APPLICABLE ET GENERALITES

Le régime applicable pour le versement de l'avance est l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Chaque membre du groupement de commandes est chargé de la gestion des avances pour la part des prestations le concernant.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance sera porté à 10 %.

En cas de reconduction, l'avance est versée au titulaire indépendamment à chaque période (initiale et reconduite).

9.2 CONDITIONS DE VERSEMENT

Avance pour les prestations à prix global et forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement ou dans son annexe relative à la répartition des paiements entre cotraitants, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie — en cas de marché à tranches — est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial ou de la tranche affermie, — en cas de marché à tranches — toutes taxes comprises, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

9.3 REFUS DE L'AVANCE

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques titulaires du marché, avec individualisation des prestations respectives et paiement sur comptes séparés, il est possible, au sein de l'annexe relative à la répartition des paiements au sein du groupement, d'individualiser le refus de versement de l'avance par membre du groupement. En accompagnement, un courrier de renonciation au versement de l'avance devra être établi par membre du groupement concerné et signé par le représentant légal du cotraitant souhaitant refuser l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il n'est pas possible d'individualiser les prestations respectives par membre, il n'est pas possible d'individualiser le refus de versement par membre.

9.4 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Conformément à l'article R. 2192-24 du code de la commande publique, l'avance doit être versée à son bénéficiaire dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de notification du marché. Néanmoins, dans le cas où le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à première demande, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception par l'acheteur de cette garantie.

En cas de groupement d'entreprises :

- Au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre avec paiement sur comptes séparés : l'avance due est directement versée à chaque membre du groupement pour la part leur revenant ;
- Au sein duquel il n'est pas possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre avec paiement sur compte unique : l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Conditions de mise en œuvre du remboursement

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque le premier de ces deux événements survient :

- Lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80,00 % du montant initial défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises ;
- Ou, en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés, lorsque le montant des prestations exécutées du membre du groupement atteint 95,00 % — ou 90 % dans le cas où le membre du groupement est une petite et moyenne entreprise — du montant défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

9.5 DROIT A L'AVANCE POUR LES SOUS-TRAITANTS

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance, conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Les soumissionnaires devront pour cela indiquer dans leur offre, la part du marché qu'ils ont l'intention de sous-traiter à des tiers, notamment à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

Si le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance sera porté à 10%.

Pour le sous-traitant, le droit à l'avance court à compter de la date de notification de la déclaration de sous-traitance agréée par l'acheteur public.

9.6 GARANTIE FINANCIERE DE L'AVANCE

Aucune garantie financière n'est demandée pour le versement de l'avance.

10 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1 ACOMPTES, SOLDES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Le paiement sera effectué en une fois après constatation du service fait, dans les conditions des articles 11.2 et 11.7 du CCAG-FCS, ou, si l'exécution est supérieure à 1 mois, sous la forme d'acomptes mensuels correspondant aux prestations réalisées et après constatation du service fait.

10.2 MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

10.2.1 Dématérialisation des factures

Depuis le 1^{er} janvier 2020 et conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique toute facture, adressée à l'acheteur public, quel que soit l'entreprise ou l'intervenant, devra être envoyée de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PORTAIL PRO mis à disposition par l'État à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

À défaut d'une transmission dématérialisée, les factures seront refusées de paiement. Aucune facture papier n'est autorisée pour le paiement.

Trois possibilités s'offrent au titulaire pour transmettre une facture électronique :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités d'utilisation devront répondre aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

ou l'arrêté susmentionné :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033607003&dateTexte=20190710>

10.2.2 Présentation et contenu des demandes de paiement

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 10.1 ci-dessus. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du titulaire, accompagnée des pièces nécessaires à la justification du paiement :

Contenu de la demande de paiement

Les demandes de paiement seront établies en un original, dématérialisé et portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La décomposition des prix forfaitaires et/ou le détail des prix unitaires ;
- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;

- la demande de paiement devra faire apparaître clairement la fraction du prix déjà réglée dans le cadre des précédents acomptes et la fraction du prix objet de la demande présente ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le cas échéant, le calcul (justifications à l'appui) des prix révisés y compris le coefficient de révision. Les factures avec des prix révisés doivent obligatoirement présenter les éléments suivants :
 - Montant total en € H.T. en prix de base ;
 - Coefficient de révision ;
 - Montant total en € H.T. en prix révisé ;
 - Montant de la révision (qu'elle soit positive ou négative)
 - Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
 - Le montant total TTC des prestations exécutées ;
 - Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie ;
 - La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Modalités particulières relatives à la facturation des prestations

- Toute demande de paiement devra être accompagnée du rapport d'intervention correspondant, complété, daté et signé par le titulaire
- Afin de permettre à l'acheteur public de suivre ses engagements financiers et de respecter son exercice budgétaire, le Titulaire devra adresser, **au plus tard le 15 novembre de l'année N**, toutes les factures relatives aux prestations réalisées au titre de l'année N.

Les factures des prestations réalisées entre le 15 novembre et le 31 décembre de l'année N devront être adressées au plus tard le 31 janvier de l'année N+1 pour paiement.

Le non-respect par le Titulaire de ces dates-butoirs de facturation entraînera l'application d'une pénalité du fait du retard dans la transmission de pièces administratives et comptables.

Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur public accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions de l'article 11.6 du CCAG-FCS.

Le paiement de l'acompte sera réalisé sur la base de la demande de paiement modifiée.

En cas de désaccord sur le montant, et si les sommes ainsi payées, sur cette base provisoire de demande de paiement modifiée, sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, ce dernier a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-34 du code de la commande publique.

Présentation et envoi des factures dématérialisées

Les demandes de paiement devront respecter les dispositions des articles R.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique et comprendre les mêmes éléments que

ceux listés à l'article « Contenu de la demande de paiement » ci-dessus.

Pour information, les informations nécessaires à l'utilisation de CHORUS PRO sont :

Les demandes de paiement devront être adressées :

- par voie dématérialisée, par l'intermédiaire de la plateforme chorus-pro.gouv.fr avec

- Pour la CCI du Vaucluse l'identifiant structure : 188 400 014 00018.
- Pour la SASU Quai des Saveurs l'identifiant structure : 930 060 629 00019.
- Pour la SASU AVPI l'identifiant structure : 937 716 348 00019.

Les références précises relatives au code service et au numéro d'engagement seront communiquées au moment de la notification et à l'émission de chaque bon de commande (valable UNIQUEMENT aux structures publiques entre elles).

10.3 PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

10.3.1 Modalités de paiement des cotraitants

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1.1 et 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint ou solidaire, le paiement est effectué :

- Soit sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire ;
- Soit directement à chaque membre du groupement pour les sommes se rapportant à l'exécution de leurs propres prestations, et tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement et dans son annexe 1 portant désignation et répartition des paiements entre cotraitants ;

Le titulaire aura indiqué son choix à l'acte d'engagement.

10.3.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments des articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Les prestations détaillées, leur montant et le(s) prix forfaitaire ou unitaire(s) concerné(s) par la sous-traitance.

Modalités de paiement direct des sous-traitants :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur public, au titulaire du marché, via tout moyen de communication permettant d'attester de la date de réception (remise contre récépissé, moyens électroniques, CHORUS, envoi en recommandée

avec accusé de réception, ...) ;

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur public.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur public accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande.
- Le titulaire transmet à l'acheteur public la facture du sous-traitant via chorus pour paiement.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-23 du code de la commande publique, à compter de la réception par l'acheteur public de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur public du récépissé mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur public informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le marché de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément aux articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique.

- **Pour les demandes de paiement transmises par voie électronique** : le délai de paiement court à compter de la date de notification à l'acheteur public du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée « Chorus Pro ».
- **Pour les demandes de paiement relatives au sous-traitant bénéficiant du paiement direct** : Ce délai court, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-23 du code de la commande publique, à compter de la réception par l'acheteur public de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. Si, à l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'article 10.3.2 du présent CCAP, le titulaire n'a notifié aucun accord ou s'il a notifié à l'acheteur un refus, le délai de paiement court à compter de l'expiration de ce même délai, ou de la date de réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € en application des articles R. 2192-31 et suivants, et D. 2192-35 du code de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 INTERRUPTION DES DELAIS DE PAIEMENT

Si, du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification de la conformité des prestations, ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement — notamment lorsque qu'une demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces prévues par le

présent CCAP —, le délai de paiement est interrompu une seule fois par l'acheteur public, conformément aux dispositions des articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

L'interruption intervient par l'envoi par l'acheteur public au Titulaire, quatre jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une notification par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, lui faisant connaître les raisons qui lui sont imputables et s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute au jour de réception par le Titulaire de cette notification. Elle prend fin au jour de la réception de la totalité des pièces ou données manquantes par l'acheteur public, selon les modalités de transmission des demandes de paiement définies ci-avant. Un nouveau délai de paiement est alors ouvert. Ce nouveau délai de paiement est au minimum de 30 jours ou bien égal au délai restant à courir si celui-ci est supérieur, conformément aux dispositions de l'article R.2192-29 du code de la commande publique.

11 PENALITES ET PRIMES

11.1 PENALITES CONTRACTUELLES

11.1.1 Principe de mise en œuvre et de recouvrement

Mise en œuvre

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et sauf dispositions particulières indiquées ci-après, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation de l'acheteur public sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Leur application fera l'objet d'une constatation de manquement (*retard dans l'exécution, inexécution ou non-respect d'une obligation contractuelle, ...*) par l'acheteur public auprès du titulaire selon les modalités d'application et dans les délais spécifiquement indiqués ci-après. La constatation du manquement sera signifiée au titulaire par courriel, extranet ou courrier.

L'application de ces pénalités ne saurait libérer le titulaire de la réparation, de la mise en conformité ou de toute autre obligation contractuelle lui incombant.

Toutes les pénalités sont cumulables, non compensables et non libératoires.

En complément des dispositions prévues à l'article 14 du CCAG-FCS, dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'acheteur public à l'égard des autres cotraitants.

Recouvrement

Le recouvrement des pénalités sera réalisé au travers de l'émission d'un titre de recette par l'acheteur public et notifié au titulaire. Le ou les titres de recette seront réalisés pendant la durée du marché et au plus tard au moment de l'établissement du solde du marché.

11.1.2 Montant et modalités d'application des pénalités

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la réalisation des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Autres pénalités :

Manquement	Montant de la pénalité + application	Modalités de constatation	Délai de constatation avant application de la pénalité
1/ Absence de transmission des marchés de sous-traitance à l'acheteur public	100 € par dossier de demande de sous-traitance non transmis	Demande de la CCI de Vaucluse	A compter du 6 ^{ème} jour calendaire suivant la date de demande d'établissement du dossier de sous-traitance
2/ Intervention d'un sous-traitant non déclaré	200 € par constatation par la CCI de Vaucluse	Constat d'intervention d'un sous-traitant non déclaré	Au lendemain de la date du constat
3/ Absence de mise à jour des inventaires	50 € par site non mis à jour et par jour de retard	Absence de mise à jour du rapport annuel d'exploitation	A compter du 6 ^{ème} jour calendaire suivant la date prévue de remise du rapport annuel d'exploitation ou de la date de réception des installations modifiées
4/ Non-remise des dossiers d'exploitation	50 € par site non mis à jour et par jour de retard	Contrôle des dossiers d'exploitation pour chaque site	A partir du 6 ^{ème} mois suivant la notification du marché, puis à partir du 30 ^{ème} jour calendaire après notification de chaque reconduction
5/ Absence lors de l'état contradictoire de passation de prise en charge des installations avec le futur exploitant	Montant P2 annuel révisé / 100, par jour d'absence	PV des visites de passation des installations avec le nouveau Titulaire non signé par le Titulaire sortant	Au lendemain de la date du PV de visite

6/ Registre de sécurité non renseigné, ni daté, ni signé	50 € par document manquant dans le registre de sécurité, ou pour un registre de sécurité non renseigné	Contrôle du registre de sécurité par la CCI de Vaucluse	Au lendemain de la date de contrôle du registre
7/ Absence de nettoyage des locaux	50 € par site et par jour	Constat par la CCI de locaux sales, encombrés ou non débarrassés.	Au lendemain de la date du constat
8/ Non-respect des conditions d'accès aux sites	50 € par constat	Absence ou refus d'émargement du registre de présence	Au lendemain de la date de la date d'intervention du prestataire
9/ Non-communication des coordonnées des interlocuteurs technique et comptable dédiés à la CCI de Vaucluse (mail, lien internet et téléphone)	200 € par jour de retard	Date de notification du marché	Au lendemain de la date de notification du marché
10/ Non-respect des délais d'intervention	200 € par intervention et par heure commencée de retard	Constat de l'absence du Titulaire dans le délai maximum d'intervention prévu au CCTP	Dès dépassement du délai d'intervention maximum précisé au CCTP
11/ Retard de transmission du diagnostic	50 € par intervention et par heure commencée de retard	Constat d'absence de communication de diagnostic en cas d'intervention.	2h après le début de l'opération de dépannage précisée à l'article 5.4 du CCTP
12/ Retard de mise en service	300 € par heure commencée de retard	Installation à l'arrêt à la date prévue de mise en service	Au lendemain de la date prévue de mise en service
13/ Absence de correction d'une insuffisance ou d'un excès de température	100 € par heure commencée de non-respect de consigne de température	Constat de température non atteinte ou en excès	2h après le constat
14/ Non-respect des règles de stockage	50 € par site par jour commencé	Constat d'un stockage non autorisé par la CCI de Vaucluse	Au lendemain de la date du constat
15/ Livrets de chaufferie non tenus à jour	50 € par constat	Constat lors de contrôles des livrets de chaufferie ou des livrets de climatisation	Au lendemain de la date du constat
16/ Non-remise du compte rendu d'exploitation	100 € par rapport et par jour commencé	Remise du rapport d'exploitation 5 jours minimum avant la réunion semestrielle	A compter du 5 ^{ème} jour avant la date de réunion semestrielle
17/ Insuffisance du compte rendu d'exploitation semestriel	100 € par compte rendu d'exploitation ou contenu insuffisant	Manque d'élément dans le compte rendu d'exploitation	Au lendemain de la date prévue de remise du compte-rendu
	50 € / jour de retard	Absence de correction ou de complément	2 jours après la date prévue de remise du compte-rendu
18/ Remise du compte rendu annuel d'exploitation	500 € par jour de retard commencé	Constat d'absence du rapport annuel au 15 juin de chaque année	Au lendemain de la date prévue de remise du rapport annuel

19/ Non-respect de l'échéancier de facturation de fin d'année	40 € facture présentée hors délai	Non présentation des factures dans CHORUS au 15 Novembre de l'année N (pour les prestations faites du 01 janvier au 15 Novembre de l'année N) ou au 31 Janvier de l'année N+1 (pour les prestations réalisées du 16 Novembre au 31 Décembre de l'année N)	Au lendemain des 2 dates-butoirs de l'échéancier de facturation de fin d'année
---	-----------------------------------	---	--

11.2 PRIME(S) CONTRACTUELLE(S)

Sans objet.

12 UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats est régie par le chapitre 6 du CCAG-FCS.

13 ASSURANCES — RESPONSABILITE DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS – APPEL EN GARANTIE

Dans un délai de quinze jours au plus tard à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties prévues ci-après, en rapport avec l'importance de la prestation.

Il en sera de même à tout moment durant l'exécution de la prestation : le titulaire doit être en mesure de produire ces éléments, sur demande de l'acheteur public, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

13.1 ASSURANCES NECESSAIRES POUR L'EXECUTION DU MARCHE

13.1.1 Assurance responsabilité civile professionnelle

Le titulaire doit contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les tiers en cas de dommages ou d'accidents causés par, et durant, l'exécution de sa prestation, tant aux personnes qu'aux biens, y compris les biens qui lui auront été confiés.

En cas d'accident, d'incident ou détérioration causés au matériel du Titulaire ou à son personnel du fait d'un tiers, c'est-à-dire, toute personne, physique ou morale, publique ou privée, les témoignages et renseignements qui auront pu être recueillis par l'acheteur public seront communiqués au Titulaire auquel il incombera de poursuivre le recouvrement du dommage.

En cas d'insuffisance de garantie, le titulaire fera son affaire de la somme non prise en charge par son assurance, et devra procéder directement à l'indemnisation des dommages causés du fait de l'exécution ou de la mauvaise exécution du présent marché.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle au recours que l'acheteur public pourrait exercer contre le titulaire pour les dommages éventuellement subis dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'ensemble des assurances souscrites par le titulaire devra comporter une renonciation à recours à l'encontre de l'acheteur public et de son assureur.

13.1.2 Assurance décennale

Le titulaire devra justifier d'une assurance en Responsabilité Civile décennale en cours de validité. Cette couverture d'assurance, couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, et 2270 du code civil, pour le titulaire et pour ses cotraitants- et sous-traitants éventuels, devra être maintenue pour toute la durée du marché (c'est-à-dire périodes de reconduction comprises).

13.1.3 Autre(s) police(s) d'assurance particulière(s) liée à l'objet du marché

Sans objet.

13.1.4 Justificatifs de polices d'assurances

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

13.2 ACTION EN RESPONSABILITE QUASI-DELICTUELLE ET APPEL EN GARANTIE

Par ailleurs, l'acheteur public se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, l'Entrepreneur ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages non apparents ou inconnus, survenus et/ou constatés postérieurement à l'admission des prestations et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation de ces prestations.

14 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application des dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, et sans préjudice des pénalités prévues à l'article 11.1 du présent CCAP, l'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché pour faute de titulaire.

Pendant toute la durée de l'exécution des prestations par un tiers, le titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. Au cas où les dépenses seraient supérieures aux rémunérations qui auraient été dues pendant cette période si la prestation normale avait été faite par le titulaire, les excédents de dépense seraient à la charge du titulaire.

L'exécution des prestations par un tiers cesse dès que le titulaire est en mesure de remplir ses obligations, sauf prononcé de la déchéance, ou en cas de résiliation du marché pour faute.

15 DROIT ET LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

16 MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles L.2194-1, L.2194-2, R.2194-2 à R.2194-7 du Code de la commande publique, une modification du présent marché, en cours d'exécution, pourra être admise, par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, dans les cas suivants :

En cas de disparition d'un indice ou index nécessaire à la révision des prix du marché :

En cas de disparition de l'indice utilisé, le nouvel indice de substitution préconisé par

l'organisme qui l'établit ainsi que son coefficient de raccordement seront intégrés automatiquement au présent marché. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, le remplacement de l'indice sera effectué par modification au marché, le choix du nouvel indice incombant au pouvoir adjudicateur.

En cas d'intégration d'un nouveau site à prendre en maintenance (par exemple : acquisition ou construction d'un nouveau bâtiment entrant dans le périmètre du marché concerné).

16.1 CHAMP D'APPLICATION

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique constituant un marché séparé, pourra être modifié dans les cas suivants :

- modification des plages horaires de fonctionnement des bâtiments faisant l'objet du marché,
- suppression d'un bâtiment faisant partie du périmètre,
- ajout d'un bâtiment dans le périmètre.

16.2 NATURE DES MODIFICATIONS ENVISAGEES

Les prestations rémunérées à prix forfaitaires prévues au marché, peuvent voir leur volume augmenté ou diminué. L'augmentation et la diminution du montant seront réalisées sur la base des prix initiaux - le cas échéant, révisés — indiqués dans la DPGF et de manière proportionnelle à la quantité augmentée ou diminuée.

Si besoin, des prix nouveaux pourront être intégrés à la DPGF.

16.3 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les modifications précitées ne pourront être intégrées au présent marché qu'après accord entre le titulaire et la CCI de Vaucluse par voie d'avenant.

- **En cas de cession du marché au profit d'un nouveau titulaire**, lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché.
- En cas de modifications affectant les divers aspects contractuels du marché sous réserve que ces modifications ne soient pas substantielles notamment :
 - La mise à jour des matériels proposés, afin de présenter les nouveaux modèles, ou des éventuelles substitutions d'un modèle à l'autre suite à une évolution technologique ou à un changement réglementaire, ou en cas d'un nouvel équipement de conception ou de performance différente du fait de l'évolution des technologies ;
 - Modification du programme en cas des situations climatiques extrêmes ou de dérive des performances des fluides primaires

17 REGLEMENT DES LITIGES

Avant tout recours devant la juridiction administrative compétente, l'acheteur privilégiera la voie du règlement amiable des litiges.

En cas de non-résolution amiable des litiges, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Dans le cas où aucun accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de **Nîmes** – CS 88010 – 16, Avenue Feuchères – 30941 NIMES Cedex 9. Tél. : 04 66 27 37 00. Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr - URL : <http://www.ta-nimes.juradm.fr>

18 RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur public, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Le marché pourra être résilié en application des dispositions relatives à la sauvegarde, au redressement ou à la liquidation judiciaire du titulaire, ou encore en cas de défaut d'assurance de la part du titulaire.

19 DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG-FCS)

Les dérogations au CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci- après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.8 déroge à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS ;

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

L'article 5.3 déroge aux articles 28.2, alinéa 2 et 30.1 du CCAG-FCS ;

L'article 10.3.1 déroge aux articles 12.1.1, 12.1.2 et 14.1.1 du CCAG-FCS ;

L'article 11.1.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;

L'article 11.1.2 déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;